

SHORT NEWS

Gelb statt grün an einem schwarzen Tag

Wenig begeistert ist die Partei Déi Gréng von der Reform des Stromgesetzes, die am Dienstag vom Parlament verabschiedet wurde. „Mit falschen Argumenten wird der konsequente Ausbau der erneuerbaren Energien in Luxemburg - und der Solarenergie im Speziellen - weiterhin be- und verhindert“, heißt es in einem Kommuniké. Auch der Mouvement écologique bemängelte, es werde nichts getan, um „einen verbesserten Zugang von entsprechenden Produktionsanlagen zum Netz zu gewährleisten“. Ein weiterer Kritikpunkt betrifft den Import von Atomstrom. Der Mouvement hatte im März, unter Berufung auf ein Expertengutachten, vorgeschlagen, den Import von Atomstrom zu verbieten. In ihrem mit „Ein ‚schwarzer Tag‘ für eine zukunftsweisende Energiepolitik“ überschriebenen Kommuniké bezeichnet die NGO ein solches Verbot als Voraussetzung, um die „allgemeine Absichtserklärung“ der Regierung in Sachen „gelber Strom“ mit Leben zu füllen. Doch im Bericht der Chamber-Kommission wird darauf verwiesen, eine solche Regelung „riskiere“, gegen EU-Recht zu verstoßen - Grund genug für die Mehrheit der Abgeordneten, es gar nicht erst zu versuchen. Das entspricht vermutlich dem Wunsch des Ministers Etienne Schneider, dem die Grünen dafür, und für den Bau der Cattenom-Leitung - Doppelzüngigkeit vorwerfen.

Adieu Acta, bonjour Ipred2

La bonne nouvelle de la semaine vient pour une fois du Parlement européen : ce jeudi 4 juillet, les parlementaires ont définitivement enterré le traité anti-contrefaçon Acta avec trois quarts des votes contre. Il est à noter que parmi les eurodéputés luxembourgeois, seule Astrid Lulling du CSV s'est abstenue, pour commenter par après dans un communiqué quelque peu loufoque que le « Parlement a malheureusement encore raté une occasion de se comporter en législateur averti et raisonnable » et d'invoquer une campagne de désinformation et du chantage. Pourtant, les lobbies pro-droits d'auteur ne sont pas prêts à lâcher le morceau. Ainsi, la Commission européenne se prépare à lancer une directive du nom de « Ipred2 », qui tout comme Acta sanctionnerait lourdement le « piratage », comme le font entendre certains « leaks » sur ce texte pas encore publié. En même temps aux Etats-Unis, la loi Cisma, qui prévoit un échange automatique de toutes les données des réseaux sociaux avec les autorités américaines, menace toujours la liberté d'expression. Les anti-Acta ont gagné une bataille, mais la guerre, elle, ne fait que commencer.

L'enfant compte pour des prunes

Depuis l'abolition de l'examen d'admission de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire en 1996, l'enfant de douze à 13 ans est mis sur les rails de son avenir par un conseil d'orientation composé du titulaire de la classe, de l'inspecteur, de deux enseignants et d'un psychologue. Certes, cet avis illuminé qui orientera l'enfant vers tel ou tel ordre d'enseignement peut être remis en cause par les parents, ce qui, après un passage auprès d'un psychologue (encore) peut mener l'enfant à effectuer un examen d'admission. Comme nous sommes en pleine période d'évaluation qui scelle en partie l'avenir des élèves, la Ligue des droits de l'Homme (ALOS-LDH) revient sur la procédure. Elle se réfère à la Convention relative aux droits de l'enfant qui stipule que « les Etats parties reconnaissent le droit à l'éducation (...) sur la base de l'égalité des chances ». Plus précisément, cela veut dire que l'enfant doit pouvoir être entendu sur cet avis, qui a caractère de décision administrative. Or, ce droit ne lui serait actuellement pas garanti, alors qu'il en est le premier intéressé. Ceci d'autant plus que l'ALOS-LDH relève que les avis sont très souvent rédigés de manière hâtive. Et de donner l'exemple suivant : « X a passé avec succès l'enseignement fondamental et a atteint les connaissances et les compétences lui permettant de poursuivre ses études à l'enseignement secondaire technique ». Les parents ont dû apprécier.

AKTUELL

AVORTEMENT

Une critique de plus

David Wagner

La Commission des droits de l'Homme se veut neutre par rapport au principe de l'avortement. Ce qui ne l'empêche pas, à l'instar de bien d'autres organisations, de critiquer le projet gouvernemental.

Il ne manquait plus qu'elle. La Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH) vient d'ajouter son grain de sel au débat sur la réforme de la législation sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Un avis tardif pourrait-on dire, puisque le projet de loi a été déposé en 2009. Retard que la CCDH motive dès l'introduction de son avis et qui constitue en même temps son premier point de sa critique : l'absence de transparence dans le processus législatif qui ne lui aurait pas permis de « se prononcer en temps utile ». Il faut dire que le débat est passé par des moments vraiment chaotiques. Concocté par les services du ministre de la Justice François Biltgen, ce projet a récolté les foudres des organisations féministes et surtout du Planning familial qui a mis sur pied le Collectif « Si je veux ».

Sur ce point, la maladresse et l'inconséquence de Biltgen et de son parti ont au moins eu le mérite de donner une nouvelle vigueur au mouvement féministe luxembourgeois. Le rôle de minorité de blocage au progrès sociétal que joue le CSV ainsi que sa volonté de satisfaire sa clientèle s'est heurté à la majorité évidente de la population. D'où un texte bâtarde qui ne satisfait personne. Pire, qui est considéré comme une humiliation par celles qui aspiraient à une véritable réforme à l'image de la plupart des pays développés. Pas étonnant, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une réforme de la loi de 1978 sur la réglementation de l'IVG, mais d'une modification du Code pénal (article 353).

Une critique que la CCDH - qui souligne en passant sa neutralité quant au principe même de l'IVG - fait immédiatement valoir. A ses yeux, le gouvernement aurait dû s'engager dans une « révision complète » de la loi de 1978, et également prévoir des mesures supplémentaires concernant l'éducation sexuelle. En se fixant sur une modification du Code pénal, le gouvernement ne donne pas le signal d'une volonté d'accorder un droit, mais, comme le formule la CCDH, « se concentre sur la fixation d'un cadre législatif concernant les



conditions dans lesquelles une interruption volontaire de grossesse n'est pas punissable ». Dans la même logique, la CCDH critique ainsi le « délai de réflexion » de trois jours entre les consultations obligatoires et l'intervention. Elle cite ainsi la Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique qui aurait confirmé que 94 pour cent des femmes étaient d'ores et déjà décidées de pratiquer une IVG lors de la consultation médicale. Et d'en remettre une couche en se référant à l'arrêt du 20 mars 2007 de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire « Tysiac contre la Pologne » : « Une fois que le législateur a décidé d'autoriser l'avortement, il ne doit pas concevoir le cadre légal correspondant d'une manière qui limite dans la réalité la possibilité d'obtenir une telle intervention. » Une fois de plus, le Luxembourg doit souffrir une comparaison avec la Pologne, qui n'est pas réputée constituer l'avant-garde du progrès sociétal.

Evidemment, la CCDH n'a pas fait l'impasse sur la fameuse deuxième consultation psycho-sociale obligatoire. Plus qu'une aide, le caractère obligatoire de cette consultation constituerait plutôt un « obstacle supplémentaire à l'intervention (...), tant psychologique que médical », voire même « de constituer une entrave ». Mais qui sait, cette entrave va peut-être dans le sens du gouvernement. Le pire, c'est qu'il existe une alternative écrite au texte gouvernemental : la proposition de loi de l'ancienne députée socialiste Lydie Err redéposée en 2010 par sa collègue libérale Lydie Polfer. Et la CCDH n'omet pas de le rappeler.